



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 215

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Combien de mortes faudra-t-il encore pour réagir contre les crimes de viols ! - Groupe LOC'S
- 2 - Manifestation nationale 27 janvier à Paris pour l'Égalité des droits - Page 2
- 3 - Dodo la Saumure chez Taddei : écrivons à France Télé, le CSA et la ministre - A dire d'Elles
- 4 - Un sursaut citoyen contre le viol en Inde - Bénédicte Manier - 7 janvier 2013 sur site Égalité
- 5 - Traite sexuelle : les Argentins bouleversés par un jugement - Christine Legrand - Le Monde.fr - 14 décembre - Page 5
- 6 - C'est mal parti pour le Haut conseil à l'égalité hommes-femmes ! - 7 janvier 2013 - Monique Vézinet - UFAL - Page 6
- 7 - "Dodo la Saumure" invité chez Taddéi sur France 3 : une interview honteuse - Thalia Breton - Osez le Féminisme- Page 6
- 8 - Ce soir, plus jamais ! - Sophie Péchau - Présidente de l'AVFT - Page 9
- 9 - La Barbe se félicite de la nomination de Monsieur Taddei au Haut Conseil de l'Egalité Femme/Homme - Page 13
- 10 - Sale temps pour la pilule ! - Vers un « tout sauf la pilule » ? - Planning Familial - Page 13
- 11 - Remise en cause du droit de choisir, on veut museler le Collectif Tenon !
- 12 - Catalogne : loi et ordre (des proxénètes) - Sylviane Daha - 4 janvier 2013 - Page 14
- 13 - Présentation du Livre « Penser la violence des femmes » - Coline Cardi et Geneviève Pruvost - 12 janvier - Page 16 - Page 14
- 14 - Débat : Prisons de femmes, femmes en prison - 13 janvier - Association Droits des Femmes 20^{ème} - Page 17
- 15 - Séminaire : « Sexualité et vieillissement : Un nouveau champ de recherche - Institut Emilie du Châtelet et l'UMR - Page 18
- 16 - Débat « Masculinisme Kesako ? » - Planning Familial 13 - Page 18

MOBILISATIONS

Samedi 12 janvier - 17h - Place de la République - Paris Marche silencieuse en l'honneur de Nirbhaya, violée à Delhi

Les participantEs se réunissent Place de la République à 17h00. Puis de là, nous marcherons jusqu'à la Place de la Bastille où nous observerons une minute de silence en l'honneur de l'étudiante qui nous a quitté et de toutes les autres victimes de crimes sexuels. Et n'oubliez pas de ramener une bougie. Nous les allumerons également. L'évènement durera 1 heure approximativement.

- 1 - Combien de mortes faudra-t-il encore pour réagir contre les crimes de viols ! - Groupe LOC'S

Nirbhaya, jeune étudiante indienne de 23 ans vient de succomber à ses blessures dues au viol

collectif et aux agressions physiques violentes dont elle a été victime le 16 décembre dernier. Nous, groupe LOCs, sommes tristes et en colère contre un crime qui n'a pas su être évité. Les gouvernements successifs n'ont jamais considéré les mesures tant revendiquées par les femmes et les féministes indiennes :

- Prise en charge et suivi des plaintes pour viol par les policiers qui trop souvent refusent de les enregistrer ;
- Procès et jugement des crimes de viols ;
- Augmentation des patrouilles et le déploiement d'une police féminisée dans les lieux publics ;
- Des sanctions plus fermes pour protéger les femmes victimes de violences et de harcèlements sexuels ;
- l'application des lois en matière de foeticides et de crimes de la dot ;
- Ainsi que l'amélioration des infrastructures pour rendre les villes et rues plus sûre.

Les responsables politiques doivent prendre des mesures concrètes et non pas se contenter d'interdire le port « du jeans pour ne pas aguicher les hommes », culpabilisant, de fait, les femmes indiennes. Pour que « l'India shining » rayonne aussi pour les femmes, une loi doit être votée et appliquée très vite ; même si une loi, seule, ne suffira pas à éradiquer la violence patriarcale érigée en féminicide institutionnel. Le sentiment d'impunité n'a que trop duré et le gouvernement indien devra répondre de sa responsabilité et proposer une politique volontariste qui puisse garantir la protection, la justice et la paix pour les femmes indiennes.

Toutes nos pensées vont à Nirbhaya et à toutes celles, partout dans le monde, victimes de violences sexuelles. Toute notre solidarité avec les femmes et les féministes indiennes.

La limitation du cumul des mandats c'est maintenant ! - **Parité et Les Marianne de la diversité**

Malgré l'engagement du Président de la République, malgré la proposition de la Commission Jospin, malgré l'opinion française favorable à la limitation du cumul des mandats, les plus lourdes menaces pèsent sur l'adoption du futur projet de loi.

La levée de boucliers de certains parlementaires qui n'hésitent pas à manifester vigoureusement leur opposition à cette réforme, nous fait craindre que la France continue à détenir le record des pays les plus cumulards d'Europe.

En effet, de nombreux sénateurs plaident pour que des règles spécifiques s'appliquent au Sénat.

Les députés quant à eux invoquent le sacro-saint ancrage local comme si un mandat local non exécutif ne suffisait pas à l'assurer. Jusqu'à quand continuerons-nous d'ignorer que les lois de décentralisation, en élargissant le champ d'action des collectivités territoriales ont augmenté considérablement les contraintes de gestion, exigeant des président-e-s, vices - président-e-s des conseils régionaux et généraux, maires et maires adjoint-e de devenir enfin des élus-e-s à temps plein?

Par ailleurs, chacun le sait, la France connaît aujourd'hui une grave crise de la représentation politique et ce n'est pas un hasard si l'abstentionnisme est en train de devenir le plus grand parti de France. Nos concitoyens veulent désormais des dirigeants politiques qui leur ressemblent et qui soient disponibles. Nous devons prendre toute la mesure de cette attente populaire, car déjà le doute et la défiance se sont installés.

Le renouvellement de la classe politique est devenu aujourd'hui une exigence pour que l'exercice de notre démocratie puisse s'ouvrir à tous dans le respect de la parité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et dans la diversité des origines, des générations et des classes sociales. C'est un enjeu démocratique, d'une société moderne qui avance et qui gagne. Une nouvelle fois, ne laissons pas passer cette chance, limitons les mandats pour faire toute leur place aux femmes et aux diversités.

Je signe la pétition : <http://www.change.org/fr/pétitions/la-limitation-du-cumul-des-mandats-c-est-maintenant>

2 - Manifestation nationale 27 janvier à Paris pour l'Égalité des droits

Dimanche 27 janvier à Paris
Manifestation nationale pour l'Égalité des Droits
Mariage, Adoption, PMA et Filiation pour tous les couples !

3 - Dodo la Saumure chez Taddei : écrivons à France Télé, le CSA et la ministre - A dire d'Elles

Vous avez sûrement entendu parler de l'affaire : « Dodo la Saumure », proxénète condamné en Belgique, interviewé pendant 22' par Frederic Taddei sur France 3 de façon totalement complaisante. Thalia Breton, porte-parole d'OLF, l'explique bien dans l'article précédent

C'est inadmissible. Il nous faut réagir massivement. Nous vous recommandons d'envoyer un courrier court de protestation à la chaîne, au CSA et à la ministre de la Culture, qui pourrait ressembler à ceci : « Je vous écris pour vous exprimer mon désaccord profond et ma colère suite à la diffusion sur une chaîne de service public d'une interview d'un homme condamné pour proxénétisme ».

France3 a consacré 22 minutes à l'interview de « Dodo la saumure » dans son émission « Ce soir ou jamais » du mardi 11 décembre 2012, après une première minute consacrée à la présentation de l'invité : <http://www.france3.fr/emissions/ce-soir-ou-jamais>

A aucun moment, les téléspectatrices et téléspectateurs ne sont informé-es que l'invité, qui se prononce sur le proxénétisme, a été condamné le 21 juin 2012 pour proxénétisme et comparaissait le matin même devant la Cour d'appel belge de Mons :

http://www.rtbf.be/info/regions/detail_dodo-la-saumure-a-nouveau-devant-la-justice?id=7891150

Le présentateur pose des questions complaisantes au proxénète et ne donne à personne l'occasion de le contredire

Ici, on pourrait personnaliser les lettres en fonction du destinataire :

Pour France Télévisions : demander un droit de réponse par une personne compétente, par exemple du mouvement du nid (ou autre association qui lutte contre le proxénétisme et aide les personnes prostituées) et un rappel à l'ordre/sanction du présentateur ; Pour le CSA : demander que le Conseil fasse un rappel à l'ordre et surveille la répartition de la parole entre réglementaristes et abolitionnistes dans les émissions ; Pour la ministre de tutelle, rappeler la mission de service public qui ne peut supporter que l'on fasse à l'antenne la promotion d'un crime.

Voici à qui vous pouvez écrire :

1 - France Télévisions. Préciser son numéro de téléphone, le nom de l'émission ainsi que la date de diffusion de l'émission, «Ce soir ou jamais» du mardi 11 décembre 2012. Adresse postale : Monsieur Rémy Pflimlin, Président de France Télévisions, 7 esplanade Henri de France, 75907 Paris Cedex 15 ;

2 - La ministre de tutelle. Adresse postale : Madame la Ministre de la culture et de la communication, 3 rue de Valois, 75001 Paris ; mail : audiovisuel@culture.gouv.fr ;

3 - Le CSA, Adresse postale : Conseil supérieur de l'audiovisuel, Tour Mirabeau, 39-43 quai André-Citroën, 75739 Paris Cedex 15, mail : <http://www.csa.fr/Services-en-ligne/Formulaire-pour-signaler-un-programme>.

INTERNATIONAL

4 - Un sursaut citoyen contre le viol en Inde - Bénédicte Manier - 7 janvier 2013 sur site Égalité

Le viol reste, encore aujourd'hui, fondamentalement lié à l'infériorité des femmes, dans une culture patriarcale qui se manifeste surtout dans la partie nord-ouest du pays, celle qui inclut la capitale

New Delhi, mais qui constitue aussi la *foeticide belt*, la zone qui élimine le plus les fœtus féminins. Les agressions sexuelles s'inscrivent aussi souvent dans un contexte de domination des castes supérieures sur les basses castes. Dans les campagnes, elles sont ainsi souvent perpétrées par des hommes de haute caste sur des femmes intouchables, qui subissent toute leur vie une double infériorité : être femme et intouchable.

Une forte augmentation des viols

De ces crimes, la société indienne s'est longtemps accommodée en silence. Mais si la société indienne se révolte aujourd'hui, c'est parce que les viols augmentent - ils ont plus que doublé entre 1990 et 2008 dans le pays et un cas est signalé toutes les 20 minutes - mais surtout, parce qu'ils touchent maintenant la classe moyenne urbaine. Ce qui rend les viols plus visibles des médias.

Mais les victimes peinent toujours à obtenir justice. Celles qui portent plainte se heurtent souvent au mépris et aux questions goguenardes des policiers, et à des procédures longues qui n'aboutissent pas toujours à des condamnations. En 2012 à New Delhi, sur 754 hommes accusés dans 635 cas de viols relevés entre janvier et novembre, un seul a été condamné (1). Si bien que beaucoup se taisent, parfois sous la pression des violeurs : en réalité, seul un cas de viol sur 10 serait enregistré.

Autre signe de cette tolérance : selon une association indienne, 260 politiciens poursuivis pour agressions sexuelles ont été candidats aux élections ces cinq dernières années. Une pétition vient d'ailleurs d'être lancée pour réclamer leur suspension.

Mais outre le viol, les violences conjugales sont fréquentes en Inde (elles toucheraient la moitié des Indiennes, selon l'*International Center for Research on Women* (2), et quelque 7.000 crimes liés à la dot s'y ajoutent chaque année, chiffre qui, comme les viols, ne concerne que les cas enregistrés.

Dans la société indienne, ce viol a donc agi comme une catharsis : il a permis l'examen de conscience d'un pays en pleine transformation, mais qui ne parvient pas à guérir d'une maladie longtemps négligée, les violences à l'égard des femmes.

Le surnombre d'hommes en Inde a-t-il favorisé la hausse des viols ? : Un des aspects les plus ancrés de la discrimination envers les femmes en Inde est la préférence pour les garçons. Les parents, surtout dans la classe moyenne, privilégièrent en effet les naissances de garçons, qui perpétuent le nom et le patrimoine familial, et tendent à éviter celles de filles, celles-ci étant jugées inférieures et obligeant à dépenser, pour leur mariage, une dot qui peut endetter la famille pour toute une vie.

Mais trente ans d'avortements sélectifs en Inde ont creusé un déficit de femmes visible dans tout le pays, surtout dans la région du nord-ouest, surnommée la *foeticide belt* parce qu'elle est celle qui élimine le plus les fœtus féminins. Le Punjab par exemple, ne compte plus que 89 femmes pour 100 hommes et le Haryana 87 femmes pour 100 hommes. De même, dans la capitale New Delhi, le ratio est de 86/100, dans le Rajasthan de 92/100 et dans le Gujarat de 91/100.

Pour la jeune génération, ce déficit rend évidemment plus complexe la recherche d'épouses et multiplie les cas de célibat forcé. Il entraîne aussi des trafics d'épouses, de jeunes femmes étant achetées par des traquants à des familles pauvres pour être vendues à des célibataires.

Mais ce déficit entraîne-t-il aussi une recrudescence des viols ? La question est souvent évoquée en Inde, sans trouver de réponse définitive, car le lien n'a pas été scientifiquement étudié. Mais il serait étonnant que le surnombre d'hommes dans ces régions soit totalement étranger au nombre d'agressions. En tout cas, sur place, les habitant-e-s font clairement le lien. Les familles ne laissent ainsi plus les filles se rendre seules à l'école ou aux champs, et les médecins des dispensaires de village ne comptent plus les viols collectifs commis par de jeunes célibataires qui ne trouvent pas d'épouses.

Changer les mentalités : Le seul espoir qui en est sorti, est au fond, qu'une génération s'est levée pour dire « non ». C'est une génération jeune, active, émancipée, financièrement autonome et qui

veut pouvoir assumer sa modernité sans craindre de sortir le soir dans les villes. Cette génération a intégré l'égalité filles-garçons dans les études et le travail (les manifestations ont d'ailleurs rassemblé autant d'hommes que de femmes) et elle rejette aujourd'hui ce vieil héritage patriarcal, face sombre de la société indienne.

Pour répondre à sa colère, il faudra bien sûr faire évoluer la police et les lois, et améliorer la sécurité. Mais faudra aller bien au-delà. En réalité, c'est la mentalité de toute une société qu'il faut changer. A commencer par des discriminations de plusieurs siècles, qu'il faut combattre dès la naissance, dès l'école. Et il faudra aussi aider des associations féministes qui prêchent depuis trop longtemps dans le désert. Ce changement d'ensemble prendra du temps : l'évolution des sociétés est toujours lente, et dans un contexte différent, les pays occidentaux ne sont pas parvenus, eux non plus, à éliminer tous leurs stéréotypes, et encore moins le viol (3).

Mais il faut y travailler d'urgence. Et plus largement, repenser aussi le développement économique inégalitaire de l'Inde. Car si celui-ci est une chance historique pour ce pays, il ne s'est traduit jusqu'à présent que par l'amélioration des conditions de vie d'une minorité, et il n'a pas changé le statut de la majorité des femmes. Il devra donc, désormais, donner une chance à tous, femmes et hommes, hautes et basses castes, ruraux et urbains. L'histoire de l'Inde doit désormais aller dans le sens de plus d'égalité, de progrès social et d'émancipation pour tous et toutes.

Bénédicte Manier, journaliste, auteure : "Quand les femmes auront disparu. L'élimination des filles en Inde et en Asie". La Découverte, 200 p. 2008.

1 - *The Indian Express*, « One conviction out of 635 rape cases in Delhi this year », New Delhi, 30 décembre 2012. www.indianexpress.com/news/one-conviction-out-of-635-rape-cases-in-delhi-this-year/1052106/

2 - <http://www.icrw.org/files/publications/Domestic-Violence-in-India-3-A-Summary-Report-of-a-Multi-Site-Household-Survey.pdf>

3 - En France, plus de 75.000 femmes et presque autant d'enfants en sont encore victimes chaque année - soit un viol toutes les huit minutes- et des campagnes doivent encore y être organisées pour que les victimes osent parler et que « la honte change de camp ». Voir notamment: "Je déclare avoir été violée" : l'Obs lance le manifeste des 313.

5 - Traite sexuelle : les Argentins bouleversés par un jugement - Christine Legrand - Le Monde.fr - 14 décembre

Après six mois d'un médiatique procès, l'acquittement de 13 personnes accusées d'appartenir à un réseau de traite de jeunes femmes à des fins d'exploitation sexuelle a provoqué stupéfaction et indignation en Argentine.

Des manifestations ont eu lieu, mercredi 12 décembre, dans plusieurs villes du pays - avec de violents affrontements avec la police à Buenos Aires - au lendemain du verdict controversé d'un tribunal de Tucuman, dans le nord du pays, qui s'est prononcé sur la disparition, depuis le 3 avril 2002, de Maria de Los Angeles Veron, surnommée "Marita", âgée à l'époque de 23 ans.

C'est la mère de la victime, Susana Trimarco, et non la police, qui est depuis dix ans à l'origine d'une enquête insolite qui l'a conduite à se faire passer pour proxénète afin de s'introduire dans des bordels. Elle a rencontré des prostituées "d'à peine 14 ans". La quête inédite de cette mère courage, flanquée de sa petite-fille Micaela, qui avait 3 ans quand sa mère a été kidnappée, a sensibilisé la société argentine sur le thème de la traite sexuelle, en pleine expansion.

"Je ne peux pas le croire", a confié la présidente péroniste Cristina Kirchner, qui a assuré Mme Trimarco de son soutien, promettant "la mise en marche d'une démocratisation de la justice".

Des dirigeants de l'opposition ont également condamné ce jugement inattendu.

Les juges ont affirmé avoir agi en « Absolue indépendance » et « la conscience tranquille »

Le parquet de Tucuman avait requis de douze à vingt-cinq ans de prison ferme. Des dizaines de

femmes, victimes d'exploitation sexuelle, ont apporté des témoignages bouleversants, reconnaissant leurs tortionnaires sur le banc des accusés. L'une d'elles a raconté avoir côtoyé Marita Veron, teinte en blonde, dans un bordel de La Rioja (province voisine de Tucuman), fréquenté par des notables. Trois juges ont néanmoins invoqué "un manque de preuves", affirmant avoir agi "en absolue indépendance" et "avoir la conscience tranquille".

Le visage marqué par son calvaire mais la voix assurée, Mme Tirmarco a indiqué qu'elle poursuivrait son combat jusqu'à obtenir "un nouveau procès avec des juges indépendants de l'argent et de la mafia". Elle accuse les autorités de Tucuman d'être complices de la traite sexuelle et aussi des mafias de la drogue. Menacée de mort à plusieurs reprises, elle a fondé en 2007 à Tucuman, la capitale de la province du même nom, une association qui a permis la libération de quelque 400 jeunes femmes sexuellement exploitées.

Selon des groupes féministes, environ 600 femmes aujourd'hui sont portées disparues, victimes de la traite sexuelle. L'Institut pour le développement et l'étude de politiques publiques avance le chiffre de 60 000 femmes exploitées sexuellement en Argentine, réparties dans 8 000 bordels. Elles viennent en majorité des lontaines provinces du Nord argentin et du Paraguay, mais aussi de Bolivie, du Pérou et de la République dominicaine.

TEXTES

6 - C'est mal parti pour le Haut conseil à l'égalité hommes-femmes ! - 7 janvier 2013 - Monique Vézinet - UFAL

Se substituant à l'Observatoire de la parité, ce Haut conseil va voir le jour le 8 janvier. Il traitera de sujets tels que « la lutte contre les violences de genre, la place des femmes dans les médias, la diffusion de stéréotypes sexistes... », pour analyser les législations actuelles et évaluer l'impact des politiques publiques, a indiqué Najat Vallaud-Belkacem. Si la composition complète du Haut conseil n'est pas encore connue, on sait qu'il sera présidé par Danielle Bousquet, ancienne vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes, et que Roselyne Bachelot fera partie de cette instance « totalement paritaire »... aux côtés de Frédéric Taddeï.

Non... Pas lui ! les protestations se multiplient chez les féministes car Frédéric Taddeï a consacré 22 minutes plutôt complaisantes à l'interview du proxénète « Dodo la saumure » dans l'émission « Ce soir ou jamais » de France3 le 11 décembre 2012, sans qu'à aucun moment, les téléspectateurs ne soient informés que l'invité a été condamné en Belgique le 21 juin 2012 pour proxénétisme et comparaissait le matin même devant la Cour d'appel de Mons. Etrangement la condamnation est aujourd'hui mentionnée sur le site de la chaîne <http://www.france3.fr/emissions/ce-soir-ou-jamais> mais pas la vidéo de cette partie de l'émission !

7 - "Dodo la Saumure" invité chez Taddeï sur France 3 : une interview honteuse - Thalia Breton - Osez le Féminisme

Lundi soir, Frédéric Taddeï recevait Dominique Alderweireld (dit "Dodo la Saumure") dans son émission "Ce soir ou jamais". Il l'a en effet reçu et bien reçu. L'échange a quasi-exclusivement porté sur le système *prostituteur*, l'affaire du Carlton de Lille n'étant finalement qu'un prétexte pour amorcer une discussion aux enjeux bien plus larges. Nous avons assisté, pendant plus de vingt minutes, à une discussion hallucinante, faite de préjugés, de mensonges, de démagogie.

Militante féministe, citoyenne, j'ai été horrifiée par le traitement de la prostitution sur une chaîne du service public, dans une émission qui se veut un espace de "débat". À aucun moment de l'interview, il n'y a eu de débat. Frédéric Taddeï n'a jamais endossé son rôle de journaliste devant faire preuve de rigueur vis-à-vis du sujet évoqué. Cette déontologie journalistique est d'autant plus nécessaire en matière de prostitution que la réalité du système *prostituteur* est finalement encore

assez méconnue et trop souvent romancée.

Quand un journaliste et un proxénète bavardent... Ce qui marque le plus, à première vue, est le ton très léger sur lequel est menée l'interview. Les blagues sont savamment distillées par Dodo la Saumure, qui passera à coup sûr pour le mec sympa, le proxénète à visage humain. Sa stratégie de communication est bien huilée : le journaliste lui-même a oublié qu'il avait en face de lui un criminel en considérant, dès le début de l'interview, qu'il exerce un "métier" plutôt qu'une activité violente et pénalelement sanctionnée.

Aucune contradiction, en effet, quand Dodo la Saumure explique qu'il exerce "un métier de tradition" et qu'il préfère le mot "souteneur" (qui vise à faire croire qu'il soutiendrait les personnes prostituées et serait leur allié) au mot de "proxénète". Le journaliste reprendra d'ailleurs le mot de "souteneur" à son compte comme si de rien n'était.

Cette ambiance plante le décor : le proxénète pourra dire tous les mensonges, faire tous les raccourcis possibles, le journaliste ne lui apportera pas la contradiction ni ne rappellera rationnellement ce en quoi consiste le proxénétisme et pourquoi c'est un crime. Tout au long de l'échange, Dodo la Saumure a pu librement faire sa propagande. En fait, Frédéric Taddéi a gracieusement offert un encart publicitaire aux lobbies proxénètes...

Aucune contradiction apportée aux mensonges de Dodo la Saumure

Plus grave encore que cet arrière fond complaisant est l'incapacité manifeste de Frédéric Taddéi d'apporter la contradiction aux propos du proxénète. Le sujet de la prostitution est complexe. Du fait de cette complexité, il ne tolère aucune approximation et implique, de la part des journalistes qui souhaitent le traiter de manière correcte (si tant est qu'ils le souhaitent !), un minimum de préparation. Apparemment, Monsieur Taddéi n'a pas considéré cette préparation comme nécessaire : il a donc laissé dire à Dodo la Saumure une quantité assez incroyable de mensonges.

Nous porterons notre attention sur trois exemples.

1. Plusieurs fois durant l'interview, le proxénète a affirmé que la prostitution était "un métier comme un autre". Il étonnant de l'entendre se contredire lui-même en expliquant plus loin que 30 % des personnes prostituées sont sous l'emprise de drogues. Pense-t-il réellement que les personnes prostituées de ses maisons closes, migrantes ou non, auraient choisi la prostitution comme une carrière professionnelle parmi d'autres projets de vie, en dehors de tout déterminisme socio-économique ?

Cette hypocrisie aurait pu être levée si Frédéric Taddéi avait rappelé le quotidien de la prostitution, qui est bien loin d'une activité professionnelle telle que définie par la loi. Quel métier prend le corps et la sexualité en otage de cette façon ? Un ou une salarié-e échange sa force de travail physique et intellectuelle contre un salaire, mais pas son intimité.

La prostitution est une violence : cette violence est intrinsèque à la prostitution, elle découle de l'activité prostitutionnelle-même, des rapports sexuels non désirés et imposés par l'argent (sans argent, pas de rapport sexuel ; sans absence de désir, pas d'argent).

Quel métier implique de telles souffrances que des mécanismes de décorporealisation (c'est-à-dire d'anesthésie du corps) sont nécessaires pour supporter le quotidien ? Quel métier - autre que militaire sur des zones de conflits - provoque des syndromes post traumatisques à plus de 65% ? Aucun. Parce que la prostitution n'est pas un métier. Tout simplement.

Les survivantes de la prostitution expliquent parfaitement cette réalité : il serait temps qu'on entende leur parole, plutôt que celle du lobby de clients et des proxénètes qui tourne en boucle sur les ondes. La réalité vécue par les personnes prostituées n'est pas la même que celle vécue par les caissières ou les ouvrières. Sans nier les formes d'exploitation dans le monde du travail contre lesquelles nous luttons également, faire de la prostitution un métier ne combattra pas les autres formes d'exploitation, au contraire, il fragilisera encore les plus précaires.

2. Avec un culot déconcertant, Dodo la Saumure nous a dressé un portrait merveilleux des

proxénètes. Les personnes prostituées auraient besoin d'un soutien moral "pour les comprendre et les aider". Les proxénètes seraient en fait les dignes représentants modernes du paternalisme industriel... Encore une fois, nous nageons en plein délire. Bien entendu, la réalité des maisons closes est bien différente du tableau idyllique que dresse Dodo la Saumure. Tout d'abord, aucune personne prostituée, même pas les membres du STRASS ne souhaitent la réouverture des maisons closes. Ce sont des lieux qui, loin de protéger les personnes prostituées, organisent leur exploitation et les privent de liberté.

Mais Dodo la Saumure a évidemment tout intérêt à défendre le proxénétisme car il en vit. Comme l'a dit lundi soir : "J'en dépends économiquement." Les proxénètes gèrent les "filles" (notez qu'il ne s'agit pas de "femmes") comme un patron d'une entreprise automobile gérerait la vente de voitures : l'objectif est la rentabilité ! D'ailleurs, le vocabulaire employé, tant par le proxénète que par le journaliste, associe la personne prostituée (petit rappel : un être humain, une femme) à un pur produit de consommation : "souteneur à l'exportation", "faire venir", "partager", "offrir"...

Dans la description paradisiaque du système *prostituteur* que le VRP proxénète a essayé de faire gober lundi soir, une phrase doit retenir l'attention : "Je ne vois pas comment on pourrait contraindre des filles en Hollande."

Pourtant la réalité est tout autre : le Ministère de la Justice des Pays-Bas et le RIEC Noord Holland (organe gouvernemental en charge de la prévention de la criminalité), qui évaluent la situation, le voient très bien. Entre 50% et 90% des prostituées en Hollande le seraient sous la contrainte. À Amsterdam, la moitié des "licences d'exploitation" de lieux de prostitution sont détenues par un ou plusieurs proxénètes déjà condamnés par la justice. Enfin, seules 17% des publicités pour de la prostitution publiées dans les journaux et sur Internet renvoient à un établissement du secteur légal de l'industrie prostitutionnelle. La violence n'y est donc pas "marginale". Le constat d'une recrudescence de l'activité illégale et mafieuse est identique dans tous les pays qui ont légalisé la prostitution (Espagne, Allemagne, Belgique, Suisse, etc.).

Enfin, rappelons que contrairement à ce qu'affirme Dodo la Saumure, le trafic d'être humains à des fins de prostitution est un des plus rentables du monde, avec le trafic d'armes et de drogue (voir le livre d'ATTAC sur la mondialisation de la prostitution).

*3. Est enfin revenue la sempiternelle idée reçue selon laquelle l'abolition du système *prostituteur* aurait pour objectif d'éradiquer la prostitution et qu'elle échouerait à atteindre cet objectif.*

Il faut donc le répéter encore : personne ne croit, parmi les abolitionnistes, que l'abolition de la prostitution aura pour effet à court, moyen ou long terme de faire disparaître la prostitution. L'abolition de l'esclavage ne l'a pas fait disparaître ! Et pourtant, doit-on considérer que ce projet libérateur a été erreur ? Évidemment que non.

L'abolition est un projet politique qui a pour but de faire reculer la violence prostitutionnelle. L'abolitionnisme c'est tout d'abord traduire pénallement le fait que la prostitution est une violence faite aux femmes. Cela ne se résume pas à la responsabilisation des clients *prostitueurs*, mais elle est néanmoins tout à fait nécessaire pour faire chuter la "demande" et la "bienveillance sociale" à son égard. C'est ce que l'on a observé dans les pays abolitionnistes, notamment la Suède, tandis que, dans les pays l'ayant légalisée, la prostitution a explosé et les conditions des personnes prostituées se sont dégradées.

Mais la responsabilité des clients *prostitueurs* doit s'accompagner de l'abrogation du délit de racolage passif de la loi de Sécurité intérieure votée en 2003 par Nicolas Sarkozy, de la mise en place d'alternatives à la prostitution pour les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution et d'une éducation à l'égalité femmes-hommes dès le plus jeune âge pour déconstruire les préjugés sexistes sur lesquels se base le système *prostituteur* et faire changer les mentalités.

Interroger le rôle des médias dans le traitement du débat public sur la prostitution. Ce type de séquence est typique du traitement fait par les médias de la question de la prostitution. des

violences faites aux femmes. Il doit interroger les journalistes, rédacteurs en chef, producteurs et la société dans son ensemble sur la responsabilité des médias dans le traitement du débat public autour de l'abolition de la prostitution.

Quasiment jamais invitées, la parole des survivantes de la prostitution n'est pas entendue. Pourtant, des milliers de témoignages existent sur le net à qui veut vraiment les entendre. Caricaturée par le lobby pro-prostitution, la parole des féministes est considérablement déformée. Le rôle des journalistes n'est pas d'entretenir ces silences et ces mensonges, mais de créer les conditions d'un débat de société serein, qui permette à tou-te-s les citoyen-ne-s de se forger une réflexion. Ce qui s'est passé lundi soir sur le plateau de "Ce soir ou jamais" est bien loin du devoir d'information et de respect de la déontologie journalistique, nécessaire au fonctionnement de notre démocratie.

8 - *Ce soir, plus jamais !* - Sophie Péchau - Présidente de l'AVFT

Les extraits sont tirés du livre « Putain » de Nelly Arcan, édition Points/2001. Nelly Arcan est née en 1975 au Québec. Elle a vécu à Montréal où elle a été prostituée pendant plusieurs années dans une «agence» comme celle de Dominique Alderweirel . Son livre relate les violences sexuelles incestueuses qu'elle a subies enfant ainsi que de son «expérienc » en tant que prostituée. Elle s'est suicidée en septembre 2009 à 36 ans.

(...) Et quelque fois, je dois le faire une deuxième fois, de préférence une sodomie, alors on me caresse pour me préparer, du bout des doigts ou avec la langue, et je ne peux que céder car ni la perspective de la douleur ni celle du dégoût ne saurait renverser chez eux la certitude du plaisir que j'y trouve, et je dis non et ils disent j'y vais doucement, tu verras, ça fait du bien, mais oui c'est vrai, ça fait du bien, ça fait mal doucement, et que vaut cette douleur à côté de leur joie, qu'est ce qu'avoir mal lorsqu'on est moi, qu'est ce que vouloir, penser ou décider lorsqu'on est pendue à tous les coups, à toutes les queues, les pieds dans le vide, le corps emporté par cette force qui me fais vivre et qui me tue à la fois (...) - « Putain », Nelly Arcan[1]

« *Filles de joie* » : On y croirait presque ce 11 décembre, à regarder « *Ce soir ou jamais* », cette émission toute rose comme un bonbon. L'animateur Frédéric Taddéi a invité le proxénète Dominique Alderweireld (qu'il appelle « *Dodo la saumure* »), à une petite causerie intime en face à face, entre amis. Avant, on a pu entendre - entre autres - Jacques Attali vanter le « *bonheur de penser* », Corine Maier faire la publicité de son dernier livre, « *le manuel du parfait arriviste* », et Mathieu Laine présenter le « *Dictionnaire du libéralisme* ». Cerveaux lavés, essorés, oxymorés, préparés, n'en jetez plus, place à une autre entreprise de propagande : la réhabilitation du proxénétisme et de l'esclavagisme sexuel des femmes par les hommes. La valorisation du viol organisé. La préparation du retour sur la scène politique de Dominique Strauss Khan un jour prochain, soyons-en sûres.

« *Filles de joies* », « *Maison du plaisir* »... alors s'ils le disent... : Et si c'était ça la liberté de penser ? Et si le proxénétisme c'était juste une activité économique libérale, comme une autre ?

Ce Dominique Alderweireld, il a l'air gentil. Et puis c'est Frédéric Taddéi qui le dit en le présentant : « Vous n'avez pas été inquiété dans cette affaire[2], vous n'êtes pas inculpé ». On dirait un papi, un peu gras et chauve. Il ne fait pas peur « *Dodo* », on voit même des cadrages de caméra montrant ses grosses mains pataudes et la sueur sur son front.

Mais de quoi parlent-ils tous les deux, assis à ce bar avec leurs coupes de champagne ?

« Oui la vie m'a traversé, je n'ai pas rêvé, ces hommes, des milliers, dans ma bouche, je n'ai rien inventé de leur sperme sur moi, sur ma figure, dans mes yeux, j'ai tout vu et ça continue encore, tous les jours ou presque, des bouts d'homme, leur queue seulement, des bouts de queue qui s'émeuvent pour je ne sais quoi car ce n'est pas de moi qu'ils bandent, ça n'a jamais été de moi, c'est de ma putasserie, du fait que je suis là pour les sucer, les sucer encore, ces queues qui s'enfilent les unes aux autres comme si j'allais les vider sans retour (...) tandis qu'ils s'affolent dans les draps en

faisant apparaître ça et là un visage grimaçant, des mamelons durcis, une fente trempée et agitée de spasmes, tandis qu'ils tentent de croire que ces bouts de femme leur sont destinés et qu'ils sont les seuls à savoir les faire parler, les seuls à pouvoir les faire plier sous le désir qu'ils ont de les voir plier ». P.19

« On a l'impression que c'est un métier comme les autres, de commerçants, c'est comme si vous teniez un salon de coiffure » F.Taddéi.

Et oui, un « salon de coiffure ». Et si Frédéric Taddéi peut comparer le fait de tirer des bénéfices de la location d'un sexe au profit d'un tiers, à un salon de coiffure, c'est qu'il n'a jamais mis les pieds dans un salon de coiffure ou... qu'il ment effrontément. Forcément.

Mais ce soir, le négatif est le positif. Le blanc c'est le noir, la guerre c'est la paix. Ce qu'il s'est passé ce mardi soir est d'une gravité sans nom. Plus qu'un mensonge ou une litanie de stéréotypes dont les médias nous habituent, ce moment télévisuel était un simulacre de discussion, une théorie, organisée et construite exclusivement autour de la promotion, de la banalisation du viol et de la domination masculine. On a assisté à une véritable inversion des repères, un brouillage méthodique de la raison. Jugez plutôt.

1- *Masquer le réel* : Pas une seule fois, l'animateur ne précise en quoi consiste le fait de prostituer une personne. Cela n'est jamais expliqué. «En Belgique c'est autorisé», en France « c'est interdit ». «C'est», c'est quoi ?

L'animateur - qu'il faut s'interdire d'appeler journaliste - fait siens des mots du proxénète : « dans un établissement comme le vôtre », «Maison de joie», «votre métie », «votre profession», «activité économique», «call-girl de lux», «bon proxénète», «salon de coiffure», «commerce», «agent de mannequin», «maison de tolérance» etc. Succession indécente d'euphémismes frisant la folie. Ne pas expliquer ce qu'est la prostitution, ne pas utiliser une seule fois les mots fellation, pénétration, sodomie, sexe, sperme, poils, peau, douleur, vagin, anus, bouche, sang, violence, c'est laisser chacun-e avec sa propre représentation, voire son fantasme personnel de ce qu'est la prostitution. Ce déni de réalité permet aux agent-es de la propagande réglementariste dont font partie - Alderweireld et Taddéi- de pouvoir affirmer qu'il est préférable de se prostituer que de travailler à la chaîne. Quelle différence puisque justement on n'explique pas la différence ?

À travers cette assertion bien rodée et récurrente (avec quelques variantes comme charpentier, œnologue (si si), caissière), les personnes militant pour la réglementation (et donc la légitimation) de la prostitution la présentent comme un banal métier certes douloureux et pénible, mais ça arrive à tout le monde, regardez les travailleurs à la chaîne. Alors c'est bien, c'est normal. C'est comme ça. D'ailleurs, le public lui non plus il ne dit rien. Régulièrement, on voit des gros plans d'hommes et de femmes dans le public, des gens comme nous, qui écoutent bien sérieusement «Dodo». Ils n'ont pas l'air offusqué non. Il y a même une femme qui sourit un peu. Une femme en plus !. C'est donc que tout est normal, pas de raison de s'énerver.

« Et il suffit de (...) deux ou trois clients pour comprendre que voilà, c'est fini, que la vie ne sera plus jamais ce qu'elle était, il a suffit d'une seule fois pour me trouver prise dans la répétition de la queue dressée sur laquelle je butte encore, ici dans cette chambre, le petit soldat mécanique qui n'a pas la notion des murs, qui continue sa marche vers la mort même tombé de côté, (...) les larmes sans tristesse qui glissent sur les queues qui fouillent ma gorge, dans l'attente de l'orgasme et même après, dans l'appréte du sperme ». P.22

2- *Inverser la réalité* : « Les filles sont des électrons-libres » : D. Alderweireld . La liberté d'être violée. Elles sont responsables puisqu'elles sont libres de se prostituer ou non. Voilà ce que sous-entendent Taddéi et Alderweireld.

« Ce sont les femmes qui initient le souteneur » dit le proxénète.

« Si on vous entend, on a l'impression que chez vous, c'est elles qui commandent, elles viennent quand elles veulent, elles font ce qu'elles veulent », explique l'animateur qui préfère les

« impressions » aux questions.

« J'en dépend économiquement, je suis obligé de me soumettre » dit le proxénète.

« Vous dépendez plus d'elles, qu'elles ne dépendent de vous » dit l'animateur

« Ha certainement ! » dit le proxénète.

Le « patron » soumis et dépendant de ses « salariées » qui font ce qu'elles veulent, c'est bien la seule fois qu'on nous fait ce coup là ! Ainsi faudrait-il voir la prostitution non seulement comme un travail, mais aussi comme un domaine où tous les rapports sociaux et hiérarchiques sont inversés !

« De toute façon, la fille vient chez nous, elle essaye (quoi ? des vêtements ?) et si ça convient pas, elle repart » dit le proxénète. Magique ! La période d'essai est aussi à l'avantage de la prostituée !

3- *Troubler les repères* : « Je préfère le terme de souteneur, car je soutiens les femmes. Elles ont besoin de soutien moral, c'est un métier marginal, il y a beaucoup de contraintes, donc elles ont besoin d'alter égo, qui puisse les comprendre, les aider (...) il faut quelqu'un qui les fasse un peu rêver » dit le proxénète gras, chauve et suant.

Ainsi le proxénète qui met à disposition des autres, le vagin, l'anus et la bouche des femmes et qui en tire profit, est un ami, un confident, un charmeur. Non, non, pas un proxénète, un charmeur on vous dit. « Dodo » est un charmeur de serpent qui, avec son acolyte Frédo essaie de nous endormir avec sa petite musique patriarcale.

4- *Essentialiser/justifier la violence à l'encontre des femmes* : « Et de raconter ces une, deux, trois mille fois où des hommes m'ont prise ne peut se faire que dans la perte et non l'accumulation, d'ailleurs vous les connaissez déjà, les cent vingt jours de Sodome, vous les avez lus sans avoir pu tenir jusqu'à la fin, et sachez que moi j'en suis à la cent vingt et unième journée, tout à été fait dans les règles et ça continue toujours, cent vingt-deux, cent vingt-trois (...) ». P.26

« C'est une profession naturelle, il y a un besoin » dit le proxénète férus de Grèce antique, puisqu'il se plaît même à évoquer l'épouse de Périclès afin de nous prouver que la prostitution existe depuis le 5^{ème} siècle avant JC.

On la connaît la chanson. Elle est si fatigante qu'il est éreintant de répéter inlassablement les mêmes choses, toujours... Le fait que la prostitution existe depuis trop longtemps, n'est pas une raison pour l'accepter. Le lien de cause à effet n'existe pas. Les meurtres existent depuis toujours, pourtant ils sont interdits. Il n'y a pas d'immanence de la violence, les femmes ne doivent pas être à jamais assujetties à la violence des hommes. On peut décréter et lutter pour le contraire. C'est même une condition de survie et de santé mentale.

5- *Libéraliser la domination masculine* : « Je touche 50 % du brut, ça me laisse 20 %, je paye l'électricité, la TVA, enfin tout ça... (...) À l'époque, il existait des placeurs, des impresarios qui plaçaient les filles en France et à l'outremer » dit le proxénète.

« ah, des souteneurs, mais à l'exportation » dit l'animateur

« Non pas à l'exportation, à l'importation ».

Import, export, TVA, frais fixes... puisqu'on vous dit que le proxénétisme est un métier comme les autres !

« Et puis baiser, moi sur le dessus et enfin en petit chien, voilà ce que je préfère car il n'y a que les sexes qui se touchent, je peux grimacer comme je l'entends, pleurer un peu aussi et même jouir sans que ça se sache, et tout doit être fait, six, sept, huit fois de suite avec six, sept, huit clients différents et après c'est entendu, je peux m'en aller et m'en aller où pensez-vous, chez moi, eh bien non car je ne veux pas rentrer chez moi, je veux seulement mourir au plus vite ». P.27

6- *Faire peur avec un état sécuritaire* : À la fin, Taddéï commence à s'inquiéter :

« N'importe qui organise une cérémonie d'enterrement de vie de garçon peut devenir proxénète ? (...) même celui qui ne sait pas qu'il a à faire à des prostituées ? (...) « Tous ceux qui enterront leur vie de garçon sont des proxénètes ? »

À quoi ressemble la vie de Monsieur Taddéï, qui n'imagine pas qu'un enterrement de vie de garçon

peut se passer de prostituées ? Pensez donc, tous ces innocents croyant s'amuser entre amis parce qu'il est de tradition de payer une femme pour avoir accès à son sexe et à son anus, la veille de s'unir avec une autre femme « pour toute la vie ». Une bonne excuse pour un viol entre amis.

La peur d'un état répressif et sécuritaire est perpétuellement avancé par les règlementaristes qui font même croire que la masturbation deviendrait interdite, qu'un taxi transportant une seule fois un client ou qu'un pharmacien vendant des préservatifs à un client de prostituées, pourrait être condamnés à 10 ans de réclusion. Si un état qui condamne réellement à hauteur des crimes, ne peut se concevoir sans une réelle politique d'information, de sensibilisation et d'aide aux victimes, à l'inverse : une politique d'information, de sensibilisation et d'aide aux victimes n'est opérante que si les auteurs de violences sont fermement condamnés. Ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est les deux en même temps ou rien du tout. Et rien du tout, c'est maintenant.

« Le supplice de la goutte d'eau qui frappe obstinément le même point au milieu du crâne, vous ne pouvez pas savoir ce que c'est que tous ces hommes qui ne veulent pas penser qu'il y a une limite à ce qu'une femme peut donner et recevoir, ils restent sourds à ce qu'elle ait une fin (...) ils ne comprennent pas que ce commerce n'est possible que grâce à un pacte sur la vérité qu'il ne faut surtout pas dire et qu'il faut croire ailleurs, quelque part dans l'illusion. » P.48

Ce pacte sur la vérité, cette illusion que dénonce Nelly Arcan dans son livre « Putain », Frédéric Taddéï et le proxénète Dominique Alderweireld, l'entretiennent consciemment avec le cynisme outrancier des gens qui ont le pouvoir et qui se protègent entre eux.

C'est une machine de guerre qui s'est déployée contre nous les femmes, ce soir là comme tous les jours, mais dans le public, personne n'a bougé. Pourtant l'émission était en direct. Tout était possible. Il y avait de quoi soulever toute l'assemblée. Les gens auraient pu quitter le studio. Les femmes auraient pu interroger le proxénète et l'animateur. Elles se seraient levées, accompagnées des hommes et c'est à une véritable bagarre qu'on aurait pu assister. Rokhaya Diallo présente sur le plateau - si investie dans la lutte contre le racisme et le sexism - aurait pu se lever et les interrompre. Elle leur aurait demandé pourquoi la majorité des femmes prostituées - comme Nelly Arcan - ont subies des violences sexuelles dans leur enfance ? Elle aurait été soutenue par Paul Ariès, politologue qui venait parler de la pauvreté. Il aurait pu dire combien la pauvreté est un facteur déclenchant et déterminant chez les personnes prostituées. Tous auraient pu boycotter l'émission. Affirmer officiellement leur désaccord qu'un tel discours puisse se tenir sur une grande chaîne nationale du « service » public. Rien n'a bougé. Rokhaya s'est contentée de grimacer, Paul Ariès avait un sourire inexpressif et les gens dans le public ressemblaient à des pantins de cire, sans âme. C'était pourtant une question de dignité.

« Parfois lorsque je suis seule ici et que rien ne se passe, je reste immobile dans le lit en écoutant le bruit de la vie qui s'anime dans l'immeuble, des casseroles qui s'entrechoquent dans la cuisine du voisin, des chasses d'eau provenant d'un lieu indéterminé, de quelque part en bas à gauche, j'écoute le trafic et les klaxons sur Doctor Penfield en prenant conscience qu'il n'est pas possible qu'on ne m'entende pas, la voix d'une femme qui jouit peut percer tous les murs, se rendre jusqu'au lobby, ma voix doit se rendre dans la rue pour se perdre dans la cacophonie urbaine, pour mourir entre deux klaxons, et dans la certitude d'être entendue par la vie qui s'anime autour je m'exerce à parler de tout haut comme le font les gens fous, je parle de tout et de rien sans m'interrompre pour qu'il n'y ai pas de trous entre les mots, pour que ça ressemble à une prière, et il faut que les mots défilent les uns sur les autres pour ne laisser aucune place à ce qui ne viendrait pas de moi (...) je m'adresse à ce qui se tient ici en sachant que ça ne sert à rien, qu'à parler sans arrêt, ça ne sert à rien, mais il faut s'entêter pour ne pas mourir sur le coup d'un silence trop subi, tout dire plusieurs fois de suite et surtout ne pas avoir peur de se répéter, deux ou trois idées suffisent pour remplir une seule tête, pour orienter toute une vie ». P.65.

Dominique Alderweireld quant à lui, a été condamné en juin 2012 en Belgique à 5 ans de prison avec

sursis pour ses activités de proxénétisme à la frontière franco-belge. Ce dernier a été reconnu coupable de diriger une organisation criminelle spécialisée dans la prostitution et d'avoir abusé de la vulnérabilité de deux des prostituées qu'il employait. Il a été également reconnu coupable d'avoir consommé et fourni de la cocaïne aux femmes prostituées, d'avoir commis des faux pour masquer la véritable activité de celles-ci, et d'avoir blanchi ses revenus. Source [Figaro.fr](http://www.lefigaro.fr) Publié le 21/06/2012.

Notes :

[1] P. 22. Tous les autres extraits sont tirés de ce même livre : « Putain » de Nelly Arcan Edition Points/septembre 2009

[2] L'affaire dont parle Taddéï sans l'expliquer concerne la mise en examen de Dominique Strauss Khan pour viols en réunion et proxénétisme à l'hôtel du Carlton de Lille, auquel Dominique Alderweireld aurait participé en étant le proxénète des prostituées « livrées » à DSK.

9 - La Barbe se félicite de la nomination de Monsieur Taddeï au Haut Conseil de l'Egalité Femme/Homme

Dans les salons de Taddeï, les grands hommes causent, les femmes font tapisserie... ou tapinent carrément

Pour la constance avec laquelle il convie toujours plus de 70 % d'invités hommes malgré ses efforts affichés, La Barbe se félicite de la nomination de Monsieur Taddeï au Haut Conseil pour l'Egalité F/H. Au fil des années, Frédéric nous a habitué à regarder les grands hommes causer : entre 2006 et mai 2012, son plateau s'est affirmé comme un haut lieu de l'entre soi au masculin, avec seulement 5 femmes pour 28 hommes parmi les personnalités les plus invitées. Jusqu'à ce soir de décembre 2012 où il reçut comme jamais Monsieur Dodo, célèbre tenancier de maison close...

La Barbe dit sa joie, car grâce à Frédéric Taddeï, ces soirs-là comme depuis la nuit des temps, le beau sexe reste plaisir des yeux, plaisir d'offrir.

Pour mémoire, les 22 minutes consacrées par le service public (Frédéric Taddei) à l'apologie du proxénétisme sont d'ores et déjà considérées comme cultes dans les milieux anti-féministes :

http://www.dailymotion.com/video/xvzh4l_dodo-la-saumure-interview-chez-taddei_news#.UOnH0fnj6fg

10 - Sale temps pour la pilule ! - Vers un « tout sauf la pilule » ? - Planning Familial

Le Planning Familial s'inquiète des retombées médiatiques qui, en s'appuyant sur des accidents dramatiques, jettent un discrédit sur toutes les pilules, avec le risque de faire peur aux utilisatrices.

Ces messages partiels n'évoquent à aucun moment les conséquences d'un arrêt brutal de contraception et de ses effets, et oublient toujours de mentionner les risques thrombo-emboliques plus importants liés à la grossesse : l'information doit être complète et objective. Le risque zéro n'existant malheureusement pas.

L'annonce du déremboursement des pilules de 3ème génération prise en octobre dernier par la ministre de la santé avait semé le trouble par son ambiguïté. Soit cette génération de pilules est dangereuse et elle doit être retirée du marché, soit ce n'est pas le cas et le service médical rendu est intéressant alors elles doivent être accessibles à toutes et remboursées. Il faut une position claire, cohérente et rassurante !

Le choix d'une contraception est un droit fondamental que les femmes doivent pouvoir l'exercer librement et de façon éclairée, quelle que soit leur situation. Le choix de la contraception adaptée est un élément de ce droit et il doit se faire de manière égalitaire quelles que soient ses ressources, loin des intérêts commerciaux des laboratoires pharmaceutiques dont on connaît la puissance marketing auprès des prescripteurs.

Exercer ce droit aux choix contraceptif suppose :

- Que les professionnels de santé -notamment prescripteurs- soient réellement formés par une formation initiale et continue tant sur les différentes méthodes, leurs avantages et inconvénients que sur l'écoute ;
- Que les femmes et les hommes, jeunes et adultes soient informés sur les bénéfices et risques de chaque méthode (pilule, patch, anneau, DIU, implant, préservatifs, injections, contraception définitive...) par des campagnes d'information régulières aux messages clairs comme sur l'existence des lieux ressources ;
- Que l'ensemble des méthodes contraceptions soient remboursées.

L'accès à l'information complète en toute transparence est une responsabilité de l'Etat et la condition nécessaire d'un choix éclairé de la meilleure contraception, celle que l'on choisit librement. Ne tombons pas dans le piège de l'injonction contraceptive : après le tout pilule, tout sauf la pilule !

11 - Remise en cause du droit de choisir, on veut museler le Collectif Tenon !

Le collectif Tenon proteste face à l'attitude autoritaire de la préfecture de police et de ses représentants. Une limite a été dépassée samedi dernier en ce qui concerne le respect des droits et de la liberté d'expression. Dans sa lutte pour le droit à l'avortement et pour les droits des femmes, le collectif Tenon, qui est depuis plusieurs mois interdit de manifestation doublé d'une interdiction de territoire autour de l'hôpital Tenon, voit ses droits se restreindre.

En effet, le samedi 15 décembre, le collectif, parqué, serré de très près par une escouade impressionnante de police, n'a pas eu "l'autorisation" de distribuer des tracts. Tracts explicatifs, informant les habitantEs du 20^{ème} sur la présence quasi mensuelle d'intégristes catholiques anti avortements remettant en cause depuis des mois la réouverture du centre d'IVG Tenon.

Ils sont, EUX, "autorisés" à prier, distribuer des tracts mensongers et exhiber des images violentes. C'est bien à une offensive de l'extrême droite catholique, qui remet en cause ouvertement les droits des femmes, avec la bénédiction de la préfecture de police et de Monsieur Valls ministre de l'intérieur, que nous assistons. Monsieur Valls, grand ordonnateur de l'ordre public veut-il supprimer le droit de manifestation aux organisations politiques et syndicales ?

Le Collectif CIVG Tenon ne se laissera pas intimider et demande à Monsieur Valls, Ministre de l'Intérieur, que nous connaissons plus efficace pour certaine couche de la population, d'assumer ses responsabilités politiques et de faire respecter la démocratie dans ce pays.

Le collectif interpelle les EluEs au niveau local et national afin que cessent ces atteintes aux droits des femmes et à la liberté d'expression. Nous ne nous tairons pas !

Toutes ensembles Tous ensembles, continuons à nous battre pour : le droit de choisir, pour un centre IVG dans chaque hôpital public, pour l'abrogation de la loi Bachelot qui casse l'hôpital public. *Le collectif Tenon : des habitants du XXème, et des militantes et militants de l'Association pour les Droits des Femmes du XXème, d'AC, d'APEIS, ATTAC XXème, Femmes libres, Femmes Solidaires, LDH, MRAP, PF, Pluri-elles Algérie, Alternative libertaire, EELV, FASE, GA, NPA, PCF, PG, les syndicats CGT et Sud-Santé Tenon.*

12 - Catalogne : loi et ordre (des proxénètes) - Sylviane Daha - 4 janvier 2013

Un cocktail Molotov, une voiture bourrée d'explosifs, une alerte à la bombe... Ces dernières semaines, le Paradise macro-bordel de La Jonquera, l'un des plus grands d'Europe, a fait parler de lui. S'il y avait des doutes sur les dessous de la prostitution, voici la preuve qu'il s'agit d'une industrie étroitement liée au crime organisé. Et ce milieu ne badine pas sur les moyens quand il s'agit de « régler des comptes » ou de se partager un morceau du gâteau.

L'épais casier judiciaire du patron du Paradise a été largement diffusé dans la presse. Personne ne

peut croire que ce proxénète, condamné par maints trafics, soit autre chose qu'un homme de paille derrière lequel se cachent de puissants investisseurs dont l'honorable réputation conseille de rester dans l'ombre. Et que dire de ces « collecteurs de fonds » masqués et armés de fusils à répétition ? Ici, il n'y a pas non plus de surprise. Du moins, pas pour la police : les Mossos d'Esquadra - la police catalane - sont parfaitement au courant des clans mafieux opérant dans la zone frontalière. Il s'agit de gangs de trafiquants et de proxénètes qui contrôlent le flux des filles, pour la plupart étrangères, qui échouent dans l'industrie prostitutionnelle. Ces réseaux criminels gèrent l'ordre social sur les routes de la région. Les policiers savent à quel prix sont loués les ronds-points, quand un clan décide de « mettre au travail » ses filles dans une zone contrôlée par une autre bande. Non, nous ne parlons pas de la ville de Chicago des années vingt, mais des Pyrénées catalans au temps de la mondialisation.

Mais si tels sont l'état d'esprit et les mœurs de ces « hommes d'affaires », à quoi peut-on s'attendre pour ce qui est du traitement accordé aux femmes prostituées, que ce soit dans les nombreux clubs de la région ou en bordure de route ? Cependant, en dépit de l'extrême violence que reflètent les événements de ces derniers jours - et malgré leur projection médiatique, aussi bien dans la presse écrite que dans les différentes chaînes de télévision - personne ne s'est inquiété des filles. Elles n'ont pas de nom, d'histoire, de craintes ou de désirs qui méritent d'être mentionnés. Fugitivement, des reportages télévisés ont montré des silhouettes de femmes, debout sur des talons vertigineux, à l'aube, revenant au « turbin » une fois dissipée l'alarme... qui avait forcé l'évacuation de près d'un millier de clients qui avaient choisi cet endroit pour fêter l'arrivée du Nouvel An. De toute évidence, il fallait que les filles « rattrapent le temps perdu » sitôt rétablie la « normalité ».

Ce silence en dit plus sur la réalité de la prostitution que cent discours. On ne reconnaît à ces femmes-là ni identité, ni volonté. Il s'agit de simples marchandises. Personne ne se demande par quels moyens et avec quelles conséquences on peut déshumaniser des milliers de femmes jusqu'à en faire des objets propres à la consommation sexuelle masculine ? C'est plus souvent que l'on peut entendre des voix - drapées y compris de la dignité que confèrent les chaires de sociologie ou d'anthropologie - niant systématiquement cet extrême et revendiquant à chaque occasion la pleine reconnaissance et la normalisation du « travail sexuel ». Eh bien, La Jonquera et ses environs fournissent à ces apôtres de la postmodernité l'occasion de réaliser un intéressant « travail de terrain » : qu'ils aillent, par exemple, au Paradise munis d'un magnétophone et qu'ils essayent de s'entretenir avec une fille sur un sujet au-delà du prix d'un service... ils feront bientôt la connaissance de quelques gaillards qui leur expliqueront, de manière peu amène mais convaincante, en quoi consiste cette entreprise du loisir masculin. Aucune de ces voix favorables à la normalisation de la prostitution - bien sûr, toujours au nom des « droits des travailleuses du sexe » - , des voix généralement médiatisées, n'a été entendue ces jours-ci. Aucune voix exprimant le moindre souci à propos du risque « professionnel » ajouté que représente pour les femmes le terrorisme mafieux.

Qui, par contre, s'est exprimé sans ambages sur le sujet a été M. Espadaler, nouveau Conseiller d'Intérieur de la Generalitat, et membre éminent de la sage et très démocrate-chrétienne Union Démocratique de Catalogne, le parti de Duran i Lleida. « *Pas question de fermer le Paradise* », a déclaré sans délai, en réponse à la demande formulée par Sònia Martínez, maire de La Jonquera, désireuse comme la plupart de la population de cette ville frontalière, de voir disparaître le bordel et tout ce qui s'y associe. « Le club dispose d'une licence en règle et son activité s'en tient à l'actuelle législation. » Et comment ! La Haute Cour de la Catalogne elle-même l'avait ainsi certifié, rejetant la plainte de mairie de la Jonquera et la sommant d'octroyer aux promoteurs du Paradise le permis de construire nécessaire. Tant et si bien que le gérant du Paradise s'est senti assez couvert pour menacer la mairie d'une action en justice, réclamant dommages et intérêts pour les

retards administratifs subis.

Les choses, donc, sont claires. La loi est ce qu'elle est, et permet que les bandes de proxénètes fassent régner l'ordre dans la région. La police tentera d'éviter de plus grands maux. Ou bien elle va compter les points et ramasser les cadavres, s'il finit par y avoir des morts. Dans tous les cas, l'entreprise étincelante de la prostitution doit se poursuivre coûte que coûte. Elle représente de l'argent, beaucoup d'argent. Et il y a des marchandises disponibles : les « garçons en cagoule » garantissent le renouvellement constant et la discipline d'un contingent de jeunes femmes en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Amérique latine. Peu de gens connaissent leur vrai nom. Mais peu importe. Lorsque nos gouvernants parlent de « sécurité », il n'est nullement question de ces filles-là. Comme les marchandises, elles sont parfaitement disponibles et interchangeables.

De l'autre côté de la frontière, d'où provient la plupart des « clients », de nombreux élus locaux, des mouvements féministes, des syndicalistes ... s'alarment de l'impact extrêmement négatif que, du point de vue du respect des valeurs d'égalité, représentent la banalisation et l'expansion de la prostitution dans la région, en particulier chez les jeunes [1]. Maintenant que nous avons un débat ouvert en Catalogne sur l'indépendance et l'État que nous voulons, ce serait un bon moment pour décider si nous souhaitons que cet État soit un régime proxénète - et pour savoir quelle place référentielle voulons-nous que notre pays occupe en Europe. Ou si, au contraire, nous aspirons à une République démocratique, attachée à l'égalité et à la défense des droits de l'Homme (et de la Femme). C'est-à-dire, un régime qui soit favorable aux femmes, qui défende leur vraie liberté, leur accès à un travail digne... et qui bannisse et poursuive sans relâche toutes les formes d'exploitation sexuelle. Dans un pays démocratique, la prostitution ne peut pas être un droit de l'homme. Aujourd'hui, ne manquent pas chez nous les dirigeants politiques qui se disent prêts à braver courageusement la colère de l'État espagnol et qui, au travers d'un périple épique, promettent de nous emmener jusqu'à une Ithaque indépendante. Malheureusement, ces mêmes Ulysse se soumettent volontiers à la sacro-sainte exigence de sauver les banques - malgré l'énorme douleur sociale que cela représente - et au respect des lois qui assurent la prospérité des industries du sexe - malgré l'extrême violence que cela suppose pour les femmes. Pourquoi ne portons-nous pas la rébellion démocratique sur tous les fronts ... en finissant avec les maisons closes ? Le club Paradise, en premier.

Sylviane Dahan, Porte-parole Femmes de la FAVB - Fédération d'associations de quartier de Barcelone)

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS

13 - Présentation du Livre « Penser la violence des femmes » - Coline Cardi et Geneviève Pruvost - 12 janvier

L'Institut Émilie du Châtelet a le plaisir de vous inviter à la prochaine séance de son cycle de conférences « Quarante ans de recherche sur les femmes, le sexe et le genre ». Avec la présentation par Coline Cardi et Geneviève Pruvost - sociologues - de leur ouvrage « Penser la violence des femmes » (La Découverte, 2012)

Tueuses, ogresses, sorcières, pédophiles, hystériques, criminelles, délinquantes, furies, terroristes, kamikazes, cheffes de gang, lécheuses de guillotine, soldates, policières, diables, révolutionnaires, harpies, émeutières, pétroleuses, viragos, guerrières, Amazones, boxeuses, génocidaires, maricides... Qu'y a-t-il de commun entre toutes ces figures ? Pour le comprendre, il importe d'exhumer, de dénaturaliser, d'historiciser et de politiser la violence des femmes. Telle est l'ambition de cet ouvrage qui propose une approche pluridisciplinaire sur un sujet trop longtemps ignoré des sciences sociales, alors que le phénomène est constant au cours des siècles et dans des

ères géographiques diverses, mais aussi la récurrence des processus qui visent à la dénier ou à l'occulter.

Les sources policières, judiciaires et académiques (anthropologiques, historiques, sociologiques) opèrent pourtant un sous-enregistrement et une requalification des actes de violence perpétrés par les femmes qui rendent impossible toute entreprise de mesure de ce phénomène. Cette invisibilisation du phénomène se double d'une dépolitisation : naturalisée, biologisée, psychologisée, psychiatrisée et ethniciisée, la violence des femmes est placée sous tutelle masculine. Ces pratiques et discours hégémoniques reproduisent la hiérarchie entre les sexes et rendent compte de l'accès inégalitaire des femmes au pouvoir de violence. Mais ils sont concurrencés par une approche émancipatrice de la violence des femmes qui permet de faire bouger les lignes instituées du principe de la division sexuelle du travail et du pouvoir. Cette somme inédite, réunissant des études historiques, anthropologiques, sociologiques, linguistiques et littéraires, révèle combien la violence des femmes est au cœur d'enjeux d'ordre à la fois politique et épistémologique. Penser la violence des femmes, c'est en faire un véritable levier pour considérer autrement la différence des sexes, la violence et par là, l'ordre social.

Geneviève Pruvost, médaille de bronze du CNRS, est sociologue, chargée de recherche au CEMS-Institut Marcel Mauss à l'EHESS. Sa thèse sur l'accès des femmes à la violence légale (la féminisation de la police des années 1930 à nos jours) a obtenu le prix de thèse de l'EHESS et a donné lieu à deux ouvrages : *Profession : policier. Sexe : féminin* (Édition de la Maison des Sciences de l'Homme, 2007) et *De la Sergote à la femme flic. Une autre histoire de l'institution policière* (La Découverte, 2008). Dans la continuité de ses recherches en sociologie du travail et du genre, elle enquête actuellement sur la conversion au mode de vie écologique radical.

Coline Cardi est maîtresse de conférences à l'Université Paris 8 et chercheuse au CRESPPA-CSU. Elle travaille sur la déviance et le contrôle social des femmes, saisis au travers de différentes institutions de régulation sociale : la prison, la justice, les dispositifs de protection sociale. Sa thèse sera publiée en 2013 aux éditions De Boeck/Larcier.

Le 2 janvier de 14h à 16h, Campus des Cordeliers, amphi Bilski-Pasquier, 21 rue de l'École de Médecine, 75005 Paris, Métro Odéon. Entrée libre dans la limite des places disponibles

14 - Débat : Prisons de femmes, femmes en prison - 13 janvier - Association Droits des Femmes 20^{ème}

On sait peu de choses sur la vie en prison, encore moins dans les prisons de femmes, monde ignoré, méconnu, comme s'il n'existant pas ou dérangeait. Aux Etats Unis, Janine, Janet et Debbie prisonnières politiques sont incarcérées depuis 1978. Ce pays représente 5% de la population mondiale, mais 25% des prisonniers dans le monde. Parmi eux les femmes sont de plus en plus nombreuses. Pourquoi?

Quels sont les mécanismes qui mènent à l'incarcération, les moyens d'expression de ces prisonnières face au système judiciaire, leur vie quotidienne ? A travers les portraits de ces 3 Femmes, Claude Guillaumaud -Pujol a étudié les conditions générales de détention aux Etats -Unis. En France, parce qu'elles sont minoritaires dans le monde carcéral, environ 4% , on en parle pas, ou peu. Si les femmes souffrent moins de la surpopulation, leurs conditions de vie sont difficiles pour d'autres raisons, occupant souvent des espaces réquisitionnés sur les bâtiments des hommes, leur confinement se répercute sur leur santé physique et morale.....

Passer les jugements, les clichés, c'est quoi la vie des femmes derrière les barreaux ?

Débat avec Claude Guillaumaud-Pujol, maître de conférences, spécialiste des Etats-Unis, auteure du livre « Prisons de Femmes, Janine, Janet et Debbie, une histoire Américaine », et Celine Verzeletti responsable syndicale CGTpénitentiaire.

Dimanche 13 janvier - 16Hun 30 "Au Lieu Dit", 6 rue Sorbier, Paris 20eme, métro Ménilmontant

15 - Séminaire : « Sexualité et vieillissement : Un nouveau champ de recherche - Institut Emilie du Châtelet et l'UMR

Que ce soit au cinéma, dans la littérature ou encore sur Internet, la sexualité des vieux et des vieilles personnes fait parler d'elle. Cette question, et les implications à la fois sociales et politiques qu'elle soulève, ne sont pourtant posées qu'en marge par la recherche française en sciences sociales. Ma présentation se propose de restituer les

premiers résultats d'une recherche exploratoire que j'ai menée en 2012. Mon enquête est fondée sur des entretiens qualitatifs réalisés avec une dizaine d'hommes et de femmes, âgé-e-s de 60 à 74 ans, tant hétérosexuel-le-s que bi ou homossexuel-le-s, qui ont accepté de me parler de leur sexualité et de leur trajectoire personnelle. Je montrerai que l'intérêt pour la sexualité et la persistance d'une activité sexuelle sont certes conditionnés par des trajectoires biographiques individuelles, mais aussi que le genre, la détention d'un capital économique et culturel sont des variables déterminantes quant à la place accordée à la sexualité chez les personnes de plus de 60 ans et à la possibilité pour elles de pouvoir avoir une vie sexuelle.

Avec Régis Schlagdenhauffen, sociologue, post-doctorant de l'EHESS à l'IRIS (Institut de Recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux)

Jeudi 31 janvier 2013, 14h à 16h30 : Jardin des Plantes (MNHN), Grand Amphithéâtre d'E, 43 rue Buffon, Paris 5^{ème}.

16 - Débat « Masculinisme Kesako ? » - Planning Familial 13

Ce mouvement est apparu dans les années 1950 aux États-Unis alors que le divorce se développait et que des hommes refusaient de payer des pensions alimentaires. Il se développe depuis les années 1980 en Europe et notamment en France. Le terme, trompeur, pourrait faire penser au pendant masculin du féminisme. Il s'agit en fait d'une idéologie portée par de nombreux mouvements assez hétérogènes mais qui se retrouvent tous dans l'idée que les hommes seraient les victimes des «excès» des femmes et du mouvement féministe. Avec le collectif Stop-Masculinisme de Grenoble, nous décrypterons les discours et les stratégies des masculinistes. La Bibliothèque féministe des héroïnes mettra à disposition une sélection de brochures et de textes pour poursuivre la réflexion.

Mardi 8 janvier 2013 à 18h30 au Planning Familial, 106, bd National, 13003 Marseille, métro 1-2 : St-Charles / Bus 33-34 : National-Guibal.